



Après *La Révolution Française et l'école*, *La Conjuración des Égaux*, les thèses de Marx et Engels en matière d'éducation parus dans nos précédents numéros, par ce texte sur l'école pendant la Commune de Paris, nous poursuivons notre étude des projets et des réalisations pédagogiques et scolaires alternatifs et révolutionnaires.

Michel VIOLET

L'ÉCOLE SOUS LA COMMUNE

Une société nouvelle visant non plus au gouvernement des hommes, mais à l'administration des choses par les hommes.

On reste étonné par le travail accompli, pendant les périodes révolutionnaires, pour édifier une société nouvelle alors que règne bien souvent le chaos, que tout est à construire, que les difficultés et les hostilités sont innombrables, que les élites ont pour la plupart fui, que des troupes étrangères cherchent à abattre le nouveau régime qui s'instaure, ne serait-ce qu'en l'obligeant à consacrer son énergie à résister à leur agression.

Surprenant donc que dans ces conjonctures, moments de violences, mais aussi de ferveur, de houle, de remuement d'idées, des hommes et des femmes inventifs et déterminés derrière un « leader » charismatique et emblématique¹, réussissent à prendre autant de mesures destinées, pensent-ils, à améliorer le sort de leurs contemporains et des générations à venir et à mettre en marche sur des bases entièrement neuves toutes les composantes essentielles d'une société.

Ce fut le cas pour la Révolution Française et pour la Révolution Bolchevique. Ce le fut pour la Commune de Paris. Il a fallu, tout le temps de la brève existence de cette dernière, parer au plus pressé dans une ville isolée, à peine sortie d'un siège éprouvant et souffrant de famine, dans la désorganisation créée par le départ ou le sabotage des hauts fonctionnaires, sans moyens financiers, au milieu des incendies, sous la canonnade, sans la participation de tous ses partisans actifs pour la plupart requis sur les barricades, sans le soutien des sympathisants bloqués en province.

■ 1. On pense à Robespierre, à Lénine... mais à aucun leader affirmé pendant la Commune. Blanqui, dont beaucoup de communards étaient les adeptes, aurait pu jouer ce rôle mais il était emprisonné à Figeac, puis à Cahors. Ce qui a fait dire à Marx que la Commune avait échoué parce qu'elle avait manqué d'un chef. Opinion contestable dans la mesure où, chef ou pas, la Commune a succombé à une agression militaire.

Dans la désorganisation... Pour nous en tenir à ce qu'il était convenu d'appeler « l'instruction publique », Jules Vallès qui s'en amuse, raconte qu'au lendemain du 18 mars, dans l'euphorie de la victoire des Fédérés, il se rend au ministère, rue de Grenelle, et trouve dans les couloirs des armes en faisceaux et des soldats jouant aux cartes et dans le cabinet du ministre, l'ouvrier cordonnier Édouard Roullier, « *orateur de mastroquet* » comme il le qualifie, qui, entre deux beuveries, a rédigé avec quelques compagnons qui expédient les affaires courantes, un programme d'éducation criblé de fautes d'orthographe !

Désorganisation encore... Dans les quartiers populaires comme le 8^{ème} arrondissement où on s'occupait pourtant des écoles, plus de la moitié des enfants, soit 3 000 environ, n'était pas scolarisée et parmi elle, une majorité vivait dans une détresse économique que l'ouverture de salles d'asiles et la distribution de galoches, de vêtements et de repas n'atténuait guère. Beaucoup de ces enfants prolétaires à la rue devaient « *fournir à l'insurrection un concours très utile* » selon un rapport des juges des conseils de guerre et certains être condamnés aux sinistres bagnes pour enfants.²

Dans l'hostilité... Jules Simon, le ministre qui s'est réfugié à Versailles, par circulaire aux recteurs, appelle à la lutte contre le mouvement communaliste : « *J'appelle les forces morales dont vous disposez à la défense de la civilisation et de la patrie. La France serait indigne de son passé, elle se trahirait elle-même, elle trahirait la cause de la civilisation si elle ne se levait tout entière pour en finir promptement avec cette minorité impie qui nous ruine et nous déshonore.* » Illustration de la peur et de la haine qu'éprouvent la caste dirigeante et l'*intelligentsia* et notamment les écrivains, à quelques rares exceptions près³, à l'égard du mouvement populaire

Dès la deuxième séance de la Commune, le 29 mars, la Commission de l'Enseignement est constituée et siègera à l'Hôtel de Ville. Elle est chargée d'expédier les affaires courantes et de faciliter l'examen des projets de décrets touchant les domaines de l'éducation et de la culture. Des 9 membres qui la composent, 3 démissionneront rapidement, les autres manifestant une incompétence notoire à part (peut-être !) ceux qui ont eu auparavant à faire avec l'école, tel Jules Vallès, « bachelier en révolte » puis répétiteur et surveillant désinvolte dans un lycée, tel Raoul Urbain, d'abord maître d'école rurale puis fondateur d'un pensionnat (fermé par mesure d'hygiène !) ou encore Auguste Verduze, instituteur public puis privé et journaliste

militant « *contre la lèpre sociale du congréganisme* » et pour l'instauration d'un « *enseignement démocratique et coopératif* » et condamné sous le Second Empire pour ses écrits et pour la création d'une société d'épargne et de crédit mutuel destinée à rétribuer des instituteurs « libres-laïcs ».

Le véritable délégué à l'enseignement fut Édouard Vaillant, dont le nom est resté à juste titre dans l'histoire de la Commune. Ingénieur et médecin, il entreprendra des études de philosophie en France et à l'étranger et sera le correspondant de Feuerbach. Membre de l'Internationale, partageant les vues des blanquistes, il participera aux soulèvements de Paris en organisant la Garde nationale. Tout au long de la Commune, il s'efforcera toujours d'obtenir le ralliement ouvrier. Il fut élu délégué le 20 avril par l'Assemblée de la Commune dont il était membre avec « *tous les pouvoirs nécessaires pour prendre seul et sous sa responsabilité les mesures exigées par la situation.* »

En prenant, le 21 avril, c'est-à-dire bien tard, cette responsabilité, Vaillant ne pouvait guère s'inspirer du programme de la Commune pour l'enseignement qui venait d'être voté. Ce programme, pourtant rédigé par des personnalités comme Delescluze, Vallès ou Cournet, se contente d'énoncer des directives du genre : « *préparer la régénération intellectuelle de la France au même titre que sa régénération morale, administrative et politique* », « *l'enseignement est organisé sur la base de l'autonomie absolue accordée à chaque commune* » Paris se réservant de « *développer et propager l'instruction* » car « *chaque Français en tant qu'homme, citoyen et travailleur a droit au plein exercice de ses facultés et de ses aptitudes* ». Le caractère général de ces considérations manifeste un intérêt relatif de l'Assemblée pour les questions d'éducation – mais les problèmes étaient, il est vrai, de toute nature et prégnants – et Édouard Vaillant qualifiera ce programme qui ne lui était d'aucune aide, de « *texte bâclé par quelques-uns et que l'indifférence ou le dédain des autres a laissé passer.* » Il doit en outre tenir compte des directives de la Commission du Travail et de l'Échange pour ce qui regarde l'éducation professionnelle. Cette Commission veut qu'on respecte « *les aptitudes naturelles de l'enfant* » mais aussi qu'on évite de « *jeter inutilement vers telle ou telle branche d'industrie plus de bras que n'en comportent ses besoins* »

■ 2. 651 « petits communeux » dont 85 de moins de 14 ans, furent déférés devant les conseils de guerre selon une enquête faite après les « événements ». 520 non-lieux furent prononcés, mais en 1872, 28 d'entre eux étaient toujours en prison. Tous ces nombres sont largement en dessous de la réalité selon les historiens ■ 3. Paul Lidsky. *Les écrivains contre la Commune*. La Découverte, 1999.

afin que disparaisse « *la concurrence anarchique et ruineuse que se font en ce moment les travailleurs au bénéfice des capitalistes.* »

Heureusement, Vaillant est un homme averti des problèmes qui l'attendent pour avoir participé aux travaux sur l'enseignement de l'Internationale des Travailleurs dans les congrès de Lausanne (1867) et de Bruxelles (1868). Il était donc au fait de toute la réflexion sur l'éducation menée par le mouvement ouvrier pendant le 19^{ème} siècle. Socialiste convaincu, athée et anticlérical à l'instar des blanquistes, il luttera pour l'instauration d'« *une instruction gratuite, laïque et intégrale* » selon la résolution des sections parisiennes de l'Internationale. Il s'appuiera, d'une part sur la Commission de l'Enseignement recomposée, ne comprenant plus que 5 membres (Courbet, Verdure, Miot, Vallès et Clément) et qui travaillera sous sa direction 12 heures par jour, et d'autre part sur les services administratifs de la rue de Grenelle dirigés par le « citoyen » Pépin, cette fois officiellement nommé par la Commune.

Sa méthode de travail, méthode syndicaliste disait-il, consistera à multiplier les concertations avec les représentants des instances concernées par les décisions à prendre et avec les divers groupements et sous-commissions, sources de propositions et d'initiatives. C'est ainsi qu'il fit appel à *L'Éducation nouvelle*, groupement populaire de parents et d'enseignants dont une délégation à l'Hôtel de ville avait remis le 1^{er} avril une requête préconisant une réforme radicale de l'enseignement des deux sexes sur la triple base de la laïcisation, de l'obligation et de la gratuité, avec apprentissage. *L'Éducation nouvelle* s'engageait à épauler la Commune et fournit à É. Vaillant des textes précis et une véritable charte de la laïcité. Il travaillera aussi avec la *Société des Amis de l'Enseignement* et avec la *Commune sociale de Paris* dont les membres œuvraient à une « *réforme à la fois scientifique et pratique de l'enseignement* » et lui apportèrent une aide importante. Les préoccupations politiques et sociales n'en étaient pas absentes en faisant ressortir la nécessité d'« *une éducation républicaine toute à créer, question mère qui embrasse et domine toutes les questions politiques et sociales et sans la solution de laquelle il ne sera jamais fait de réformes sérieuses et durables.* »

Sollicitant l'aide de « *toutes les personnes qui ont étudié la question de l'enseignement professionnel* » il créa une sous-commission dite « d'organisation de l'enseignement » qui siègera quotidiennement à l'Hôtel de Ville et qui comprenait des personnalités

compétentes comme Eugène André, jeune savant (qui mourra sur une barricade), E. Dacosta, professeur de mathématiques renommé (longtemps emprisonné par la suite) et E. Sanglier (futur condamné à la déportation). Une autre sous-commission composée de femmes fut chargée d'organiser et de surveiller l'enseignement professionnel dans les écoles de filles.

Mais cette apparente effervescence d'idées et de décisions cache une réalité difficile. Doté d'un budget dérisoire (venu du partage des réserves de la Banque de France), Édouard Vaillant ne pouvait compter ni sur l'opinion publique ni sur la presse alors que dominaient les problèmes de survie pour la Commune et la population. Seul *Le Père Duchêne* publia quelques articles sur l'enseignement et spécifiquement sur celui des filles⁴. Il ne put s'appuyer sur aucune organisation des instituteurs (bien qu'au moment de la répression, 106 instituteurs et 4 institutrices furent déférés au Conseil de Guerre). Il ne trouva pas plus de collaboration pour ce qui concerne l'enseignement supérieur pour deux raisons. D'abord parce que beaucoup de professeurs des Facultés avaient fui à Versailles⁵, ensuite parce que ceux sur qui on aurait pu compter considérèrent souvent que l'urgence était ailleurs. Louise Michel, pourtant institutrice, est un exemple de ces personnalités qui estimèrent devoir consacrer leur temps à ce qui apparaissait comme vital et parmi ces préoccupations, la lutte armée qui devint de plus en plus pressante. Elle se contentera donc de participer à une pétition réclamant la création d'un enseignement professionnel.

Pourtant, il ne manquait pas de partisans de la Commune qui auraient pu être d'une aide considérable. Henri Bellenger, rédacteur au *Cri du peuple*, connaisseur parfait des idées sur l'éducation par le travail de la tradition socialiste... Delescluze, vieux Jacobin et adepte de Le Pelletier... Jules Andrieu, Jules Allix tous deux professeurs connus, le premier, proudhonien, était l'auteur d'une méthode de lecture et s'appropriait à ouvrir deux *Écoles nouvelles démocratiques* alors que le second, historien, écrivait dans *La Tribune ouvrière*...

Le russe Lavroff, membre de la section des Ternes de l'Internationale... et bien d'autres que nous ne pouvons citer ici...

■ 4. « Si vous saviez, citoyens, combien la Révolution dépend des femmes ! (...) Sacredieu, oui ! Il faut bien élever les filles. Ah ! si le Père Duchêne était assez savant pour être un citoyen délégué à l'instruction publique, c'est lui qui s'occuperait sacrément de ça ! » Le Père Duchêne n°15, 8 Germinal, an 79 (28 mars 1871) ■ 5. Fait significatif, alors qu'il s'agit de redéfinir collégialement l'enseignement de la médecine, suspendu depuis le départ à Versailles des professeurs, 500 étudiants en médecine réunis dans un amphithéâtre, refusèrent de nommer des délégués « pour ne reconnaître d'aucune manière la Commune »

Tous, accaparés par d'autres tâches ou que la brièveté de la Commune empêcha d'apporter leur collaboration

Autre difficulté mangeuse de temps et d'énergie, cette directive de la Commune qui accordait l'entière autonomie aux communes en matière d'éducation. Arme à double tranchant car cette mesure supposait, sinon l'accord, au moins la bonne volonté des municipalités. Ce qui fut loin d'être le cas. Dans certains arrondissements, en 2 jours, les congréganistes furent chassés, dans d'autres, ils résistèrent sachant que la Commune avait d'autres chats à fouetter et qu'ils avaient le soutien de certains élus. Édouard Vaillant passa beaucoup de temps à négocier puis à menacer les récalcitrants ou les municipalités qui n'ouvraient pas d'écoles là où il y en avait besoin.

La Commune ne put réaliser le projet du mouvement socialiste du 19^e siècle, le projet de Le Pelletier, de Babeuf et Buonarroti, de Fourier, de Victor Considérant, de Proudhon, de Blanqui mais aussi d'Eugène Pottier, de l'Internationale ouvrière sous l'impulsion de Marx et d'Engels, à savoir « l'école intégrale », une école où se réaliseraient éducation et travail productif inscrit dans l'économie. Ce projet est resté au stade des intentions, faute de temps et sans doute parce que les problèmes de survie furent prioritaires.

Alors, de quel apport et de quel bilan en matière d'éducation peut-on créditer la Commune ? De s'être efforcée d'instaurer l'instruction gratuite, obligatoire, exclusivement laïque, professionnelle pour les deux sexes.

Quoi, dira-t-on, est-ce tout ? Gardons-nous d'examiner ces réalisations avec nos yeux d'hommes et de femmes du 21^e siècle. N'oublions pas quel séisme provoquait dans beaucoup d'esprits d'alors l'éventualité d'une « école sans Dieu », dans une France qui érigea la Basilique de Montmartre en expiation de l'offense faite à Dieu par les Communards ! Et puis, la Commune a vécu au total 72 jours ! Même pas 2 mois et demi ! Et dans des conditions sur lesquelles nous ne reviendrons pas. Comme le rappelait Maurice Dommanget⁶, la République qui lui succédera mettra 10 ans pour établir l'obligation et la gratuité, 15 ans avant de proclamer la laïcité et encore non exclusive, 33 ans pour interdire l'enseignement aux congrégations, et nous ajouterons, un siècle pour accepter la mixité dans l'ensemble du système scolaire et... pas encore les ateliers et les activités de production dans les établissements scolaires.

Bien que ne nous intéresse ici que ce qui concerne l'école, il ne faut pas oublier la politique culturelle de la Commune et le rôle qu'y joua Vaillant. Versailles a fait courir les pires bruits sur la « barbarie ouvrière », sur les Fédérés « plus dévastateurs que les Goths, les Vandales et les Huns, plus barbares que les bordes d'Alaric, de Genserik et d'Attila » qui dilapidaient les trésors du Louvre et incendiaient les bibliothèques. La vérité est autre et après avoir fait garder les musées, les bibliothèques et les grands établissements culturels par la Garde nationale, Vaillant a fait en sorte que les Parisiens aient accès à tous les trésors artistiques et patrimoniaux de la capitale. L'Institut, l'Académie des Sciences, d'autres grandes institutions continuèrent de fonctionner malgré les sabotages de responsables. À part les bibliothèques du Louvre et du Palais Royal incendiées au cours des combats sans merci de la Semaine sanglante, même le *Journal officiel* des Versaillais reconnu par la suite : « nous n'avons rien perdu, rien »⁷.

Nulle part, sauf erreur de notre part, il n'est fait mention dans les relations historiques de l'œuvre éducative de la Commune, de lutte contre l'analphabétisme. Le manque de temps, là encore, peut être une explication. Ce n'est pas certain. Quant on sait quels efforts le mouvement ouvrier a consacré tout au long du 19^e siècle à l'accès au savoir et à l'alphabétisation du monde ouvrier – efforts que les Bourses du Travail, se défiant de l'école pour le peuple instaurée par la bourgeoisie, continueront après la Commune et jusqu'à la Grande Guerre – on peut supposer que le Paris populaire savait dans sa majorité lire. C'est essentiellement le monde paysan qui bénéficiera de l'alphabétisation entreprise par l'école de Jules Ferry.⁸

C'est sans doute dans l'éducation politique de la population et dans le soutien au grand mouvement fédéraliste des artistes que Vaillant, par des décisions que nous ne pouvons rapporter ici, marqua le plus de son empreinte ce mouvement populaire et révolutionnaire que fut la Commune de Paris, dont les 72 jours d'existence n'en frappèrent pas moins le monde entier, qu'ils fissent peur ou qu'ils fissent rêver ●

Michel VIOLET

■ 6. Maurice Dommanget. Instituteur et historien, auteur de *L'enseignement, l'enfance et la culture sous la Commune*. Éd. Librairie de l'Étoile, 1964. Livre dont nous nous sommes inspiré et qui regroupe *L'instruction publique sous la Commune*, 1928, brochure publiée par l'Édition de l'Internationale des Travailleurs et *L'enfance sous la Commune*, 1928, article paru dans la revue *Les cahiers du bolchevisme*. ■ 7. On appréciera le « nous » ! ■ 8. *Savoir et pouvoir lire*. Les Bourses du travail. Rolande Trespé. A.L. n°51, sept.95, pp.47-50